# COMMUNE D'AVENCHES

# Municipalité

## Législature 2026-2031

Préavis municipal n° 2631.26.10
au Conseil communal

**Fixation de plafonds en matière d'emprunts et de risques pour cautionnements pour la législature 2026 - 2031**

Dicastère des Finances – Mme Laure RYSER

Approuvé en séance de Municipalité le 16 novembre 2026

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux,

# 1. Préambule

La gestion des finances communales nécessite une planification à moyen et long terme. Les investissements dans les infrastructures, les bâtiments communaux, les équipements publics, les routes ou encore les installations scolaires impliquent parfois le recours à l'emprunt.

Afin de garantir une gestion financière responsable et de préserver la capacité d'investissement de la commune et conformément à l'article 143 de la Loi sur les Communes (LC), la Municipalité vous propose de fixer le plafond d'endettement à CHF 70'000'000.- et le plafond de risques pour cautionnement à CHF 7'500'000.- pour la législature 2026 - 2031.

Ces deux plafonds doivent être adoptés et votés par le Conseil communal dans le courant des six premiers mois de chaque législature puis communiqués à l'Etat de Vaud.

Le plafond est défini en fonction de la capacité d'endettement. Il ne dispense pas la Municipalité d'obtenir l'aval du Conseil communal pour tous les investissements, dépassement de crédits, augmentation d'un compte courant et acquisition dépassant le montant prévu à l'art. 4 ch. 6 LC.

# 2. Bases légales

Les dispositions légales traitant du plafond d'endettement se trouvent à l'article 143 de la Loi sur les communes :

**Art. 143 Emprunts**

*[1] Au début de chaque législature, les communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les communes qui en prend acte.*

*[2] Lorsque le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat qui examine la situation financière de la commune.*

*[3] Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.*

*[4] Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.*

*[5] Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.*

Une commune en obligation de modifier son plafond d'endettement en cours de législature verrait le Conseil d'Etat examiner sa situation financière selon les alinéas 2 à 4 de l'article 143 de la Loi sur les Communes. Afin d'analyser toute demande de réactualisation, l'article 22a du Règlement sur la Comptabilité des Communes (RCCom) fait loi :

# 3. Pourquoi fixer un plafond d'emprunts

La fixation d'un plafond répond à plusieurs objectifs :

### 3.1. Garantir une gestion financière responsable

Le plafond permet de maintenir une maîtrise de l'endettement et d'éviter une augmentation excessive de la dette communale.

### 3.2. Anticiper les investissements futurs

Les communes doivent régulièrement investir dans leurs infrastructures et leurs équipements. Ces investissements peuvent nécessiter des financements externes.

Le plafond doit donc tenir compte des investissements déjà votés, de ceux prévus dans le programme de législature ainsi que des besoins raisonnablement prévisibles.

### 3.3. Préserver la capacité financière de la commune

L'endettement génère des charges financières, notamment des intérêts et, selon les modalités comptables applicables, des charges d'amortissement.

La commune doit être en mesure d'assumer ces charges sans compromettre le financement de ses prestations courantes.

### 3.4. Assurer une transparence envers le Conseil communal

Le plafond constitue un indicateur permettant au Conseil communal de suivre l'évolution de la situation financière et de disposer d'un cadre de référence pour les décisions d'investissement.

# 4. Détermination du plafond d'emprunts 2026 – 2031

## 4.1 Méthodologie

Les principaux éléments pris en considération sont notamment :

- La dette actuelle de la commune
- Les investissements déjà votés et non encore entièrement financés
- Les investissements prévus durant la législature
- Les projets futurs identifiés dans la planification financière
- L'évolution prévisible des recettes fiscales et des revenus communaux
- La capacité de la commune à supporter les charges financières supplémentaires.

Pour la législature 2026-2031, la méthodologie et les recommandations fournies par l'Union des Communes Vaudoises (UCV) ont été appliquées, à l'aide d'un outil spécifique d'analyse financière et d'évaluation prospective. Afin de fixer les plafonds d'endettement et de cautionnement, il est proposé de se baser sur la capacité économique d'endettement de la commune, en lien direct avec sa situation financière exprimée par la marge d'autofinancement.

Quelques notions utiles :

**Le plafond d'endettement** est la limite maximale d'endettement global de la commune au-delà de laquelle cette dernière ne peut s'engager.

**La capacité économique d'endettement** d'une commune est son niveau d'endettement maximum soutenable financièrement sur le long terme, i.e. considérant une durée d'amortissement de 30 ans.

**La marge d'autofinancement** est la différence entre les recettes et les dépenses courantes de la commune et provient de son activité d'exploitation. Il s'agit de la trésorerie à disposition pour financer les investissements et rembourser la dette.

Il s'agit donc de déterminé par un calcul précis basé sur un ensemble d'hypothèses de travail les moyens financiers nécessaires pour supporter une dette d'un montant donné, sachant que la collectivité doit s'acquitter du service de cette dette (amortissement et intérêts passifs) durant 30 ans. Les générations futures pourront ainsi procéder à de nouveaux investissements sans supporter le poids exagéré d'investissements passés.

L'outil utilisé permet :

- La réalisation d'une planification financière 2026 à 2031, incluant notamment les hypothèses d'évolution des recettes et des dépenses de la Commune
- Le calcul de la marge d'autofinancement annuelle correspondante
- La détermination d'une marge d'autofinancement moyenne de référence, passée et future
- L'extrapolation de la capacité économique d'endettement de la Commune (marge moyenne d'autofinancement x 30 ans)
- L'établissement des plafonds d'endettement en tenant compte de la capacité d'endettement, du besoin de financement et de l'endettement effectif

## 4.2 Établissement de la capacité d'endettement et situation de la législature précédente

Avant de dresser un plan financier permettant d'estimer le plafond d'endettement pour la législature 2026-2031, il est important de prendre connaissance de la situation au 31 décembre 2025 grâce à différents ratios d'analyse.

**Tableau de bord historique - AVENCHES**

| Compte de résultats | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Recettes d'exploitation | 18'392'326 | 19'660'389 | 19'098'012 | 18'662'903 | 25'058'654 |
| Dépenses d'exploitation | 17'865'530 | 18'373'714 | 19'483'149 | 19'840'956 | 24'360'237 |
| Résultat d'Exploitation (REX) | 526'797 | 1'286'675 | -385'137 | -1'178'053 | 698'417 |
| Revenus financiers | 1'960'135 | 2'426'969 | 3'387'535 | 8'157'224 | 2'406'878 |
| Charges financières | 411'323 | 441'363 | 349'406 | 309'060 | 356'179 |
| Résultat Financier (RFI) | 1'548'813 | 1'985'606 | 3'038'128 | 7'848'164 | 2'050'699 |
| Résultat Opérationnel (ROP=REX+RFI) | 2'075'609 | 3'272'281 | 2'652'991 | 6'670'111 | 2'749'116 |
| Revenus extraordinaires | 110'958 | 590'691 | 213'567 | 179'522 | 264'470 |
| Charges extraordinaires | 2'118'327 | 3'862'831 | 2'862'600 | 6'843'241 | 2'682'243 |
| Résultat extraordinaire | -2'007'370 | -3'272'140 | -2'649'033 | -6'663'719 | -2'417'773 |
| Résultat Total du compte de résultats (=ROP+REO) | 68'240 | 141 | 3'958 | 6'392 | 331'342 |
| Mouvements nets sur fonds et financements spéciaux | 400'511 | 560'964 | -512'298 | -320'233 | -699'880 |
| Amortissements comptables | 2'238'198 | 2'365'878 | 2'936'205 | 2'678'734 | 2'867'513 |
| Résultats extraordinaires | 2'007'370 | 3'272'140 | 2'649'033 | 6'663'719 | 2'417'773 |
| MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA) | 4'714'318 | 6'199'123 | 5'076'898 | 9'028'612 | 4'916'748 |
| Dépenses nettes d'investissement (DNI) | 5'113'265 | 1'726'348 | 5'681'480 | 4'962'512 | 3'897'000 |
| BESOIN DE FINANCEMENT (-) / CAPACITE A FINANCER (+) | -398'946 | 4'472'775 | -1'723'462 | -1'683'400 | 1'019'749 |
| SOLDE MAÎTRISABLE | 6'323'403 | 6'816'679 | 6'939'158 | 11'367'925 | 5'186'272 |

| Références et indicateurs | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dette nette (DN) | 8'914'450 | 4'843'103 | 5'751'521 | 1'936'225 | -695'289 |
| Dette brute (DB) | 17'581'490 | 11'292'671 | 12'058'325 | 15'637'296 | 15'416'166 |
| Capacité économique d'endettement (CEE) | 141'429'553 | 185'973'692 | 118'740'544 | 98'373'358 | 147'502'450 |
| Manco (-) ou surplus de marge d'autofinancement par rapport au minimum nécessaire | 4'417'170 | 6'037'686 | 4'885'181 | 8'964'071 | 4'916'748 |

**Capacité économique d'endettement : montant maximum d'endettement supportable pour la commune**

| Min. égal au plafond d'endettement | MA / 30 | Désignation | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Marge d'autofinancement (MA) | 4'714'318 | 6'199'123 | 3'958'018 | 3'279'112 | 4'916'748 |
| | | Durée de remboursement maximum, 30 ans | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| | | En CHF | 141'429'553 | 185'973'692 | 118'740'544 | 98'373'358 | 147'502'450 |

Le tableau ci-dessus montre l'évolution de la capacité d'endettement historique calculée sur une durée de remboursement maximale de 30 ans et qui ne doit pas être durablement supérieure au plafond d'endettement. Au 31 décembre 2025, la marge d'autofinancement moyenne était de CHF 4'613'464 et la capacité d'endettement moyenne de CHF 138'403'919 (4'613'464*30**).**

**Renouvellement de la dette : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette nette, dans le cas où toute la marge d'autofinancement y était affectée**

| Max. 30 ans | DN /MA | Désignation | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Dette nette (DN) | 8'914'450 | 4'843'103 | 5'751'521 | 1'936'225 | -695'289 |
| | | Marge d'autofinancement (MA) | 4'714'318 | 6'199'123 | 3'958'018 | 3'279'112 | 4'916'748 |
| | | En nombre d'années | 2 | 1 | 1 | 1 | 0 |

En vert, nous voyons le nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette nette (ensemble du patrimoine financier moins les engagements courants et emprunts) en utilisant l'entier de notre marge d'autofinancement. Ce ratio serait mauvais au-delà de 30 ans, ce qui correspond à l'amortissement standard pour un investissement.

**Part du service de la dette = quotité de la charge financière**

| <10 % | CF/RC | Désignation | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charge financière (= service de la dette) (CF) | 1'848'994 | 1'909'551 | 2'628'715 | 2'409'205 | 2'599'642 |
| | | Revenus courants (RC) | 20'352'462 | 22'087'358 | 20'590'773 | 20'367'925 | 26'632'169 |
| | | En % | 9% | 9% | 13% | 12% | 10% |

En vert, nous voyons en % la part des recettes courantes consacrées au financement des intérêts passifs et aux amortissements obligatoires. Ce ratio est bon jusqu'à 10% et moyen au-delà.

## 4.3 Projections

### A. Évaluation prospective

Pour établir le plafond d'endettement et de cautionnement pour la législature 2026-2031, une analyse financière se basant sur 5 ans (2021-2026) et une évaluation prospective se basant sur la même durée (2026-2031) ont été établies, soit une étude sur 10 ans.

Les principes suivants sont appliqués :

- Réalisation de l'intégralité des investissements planifiés sur la législature en cours (hypothèse maximaliste) ;
- Amortissement des investissements en fonction de leur typologie, de manière linéaire sur les durées de vie fixées par les normes MCH2 ;
- Taux de croissance des charges et revenus adaptés de manière différenciée par nature en tenant compte des évolutions historiques, et sur base des données constatées sur l'exercice 2026 et budgétées pour l'année 2027 ;
- Taux d'intérêt moyen de 1% pour les emprunts futurs ;

L'intégration des investissements futurs dans la planification financière permet de déterminer l'évolution :

- de la capacité d'endettement ;
- de la dette nette ;
- du solde financier (marge d'autofinancement – dépenses d'investissements nets).

## B. Besoin de financement

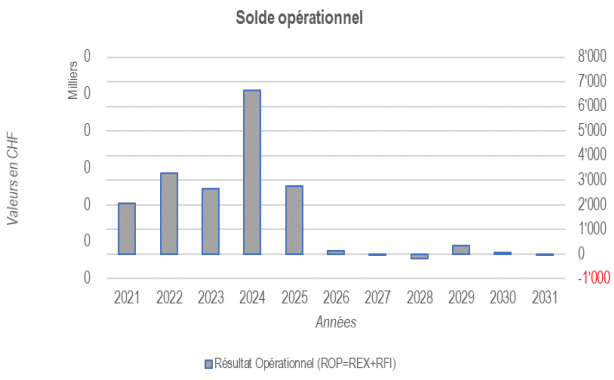
Le tableau annexé « *Planification des dépenses d'investissements 2026 - 2031* » regroupe les investissements futurs actuellement prévus par la Municipalité. Pour la plupart, il s'agit d'un calendrier envisageable assorti de montants estimatifs. La Municipalité souhaite être transparente sur les besoins identifiés et les objectifs futurs, raison pour laquelle elle dresse un plan d'investissement ambitieux. L'intégration du projet de nouveau collège représente certes une part conséquente de ces nouveaux investissements, toutefois sans que la Commune ne puisse pour autant s'affranchir d'entreprendre de nombreux autres projets essentiels.

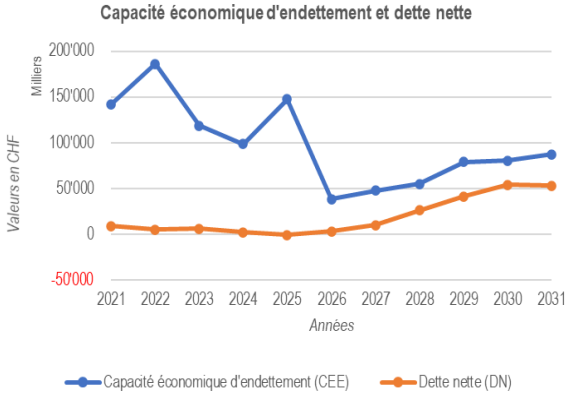
| | Effectif | Planification | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur en CHF | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
| Investissement net | 3'897'000 | 5'031'970 | 8'600'803 | 17'886'753 | 17'515'000 | 15'825'000 | 1'741'000 |
| Marge d'autofinancement | 4'916'748 | 1'275'264 | 1'588'704 | 1'829'140 | 2'628'959 | 2'687'180 | 2'908'751 |
| Besoin de financement | | 3'756'706 | 7'012'099 | 16'057'613 | 14'886'041 | 13'137'820 | |
| Dette brute simulée | 15'416'166 | 19'042'177 | 26'062'981 | 42'129'734 | 57'024'734 | 70'169'734 | 69'010'734 |

## Tableau de bord de l'évaluation prospective – AVENCHES

| Compte de résultats | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes d'exploitation | 18'392'326 | 19'660'389 | 19'098'012 | 18'662'903 | 25'058'654 | 23'543'800 | 24'238'500 | 24'623'664 | 25'774'448 | 26'201'080 | 26'638'866 |
| Dépenses d'exploitation | 17'865'530 | 18'373'714 | 19'483'149 | 19'840'956 | 24'360'237 | 25'103'859 | 26'094'845 | 26'655'766 | 27'142'558 | 27'679'782 | 28'451'300 |
| Résultat d'Exploitation (REX) | 526'797 | 1'286'675 | -385'137 | -1'178'053 | 698'417 | **-1'560'059** | **-1'856'345** | **-2'032'102** | **-1'368'109** | **-1'478'701** | **-1'812'433** |
| Revenus financiers | 1'960'135 | 2'426'969 | 3'387'535 | 8'157'224 | 2'406'878 | 2'178'000 | 2'205'000 | 2'284'000 | 2'308'000 | 2'308'000 | 2'648'000 |
| Charges financières | 411'323 | 441'363 | 349'406 | 309'060 | 356'179 | 474'536 | 440'796 | 511'004 | 671'671 | 820'621 | 952'071 |
| Résultat Financier (RFI) | 1'548'813 | 1'985'606 | 3'038'128 | 7'848'164 | 2'050'699 | **1'703'464** | **1'764'204** | **1'772'996** | **1'636'329** | **1'487'379** | **1'695'929** |
| Résultat Opérationnel (ROP=REX+RFI) | 2'075'609 | 3'272'281 | 2'652'991 | 6'670'111 | 2'749'116 | **143'405** | **-92'140** | **-259'106** | **268'220** | **8'677** | **-116'505** |
| Revenus extraordinaires | 110'958 | 590'691 | 213'567 | 179'522 | 264'470 | 65'000 | 65'000 | 65'000 | 65'000 | 65'000 | 65'000 |
| Charges extraordinaires | 2'118'327 | 3'862'831 | 2'862'600 | 6'843'241 | 2'682'243 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat extraordinaire | -2'007'370 | -3'272'140 | -2'649'033 | -6'663'719 | -2'417'773 | **65'000** | **65'000** | **65'000** | **65'000** | **65'000** | **65'000** |
| Résultat Total du compte de résultats (=ROP+REO) | 68'240 | 141 | 3'958 | 6'392 | 331'342 | **208'405** | **-27'140** | **-194'106** | **333'220** | **73'677** | **-51'505** |
| Mouvements nets sur fonds et financements spéciaux | 400'511 | 560'964 | -512'298 | -320'233 | -699'880 | -1'069'870 | -498'254 | -511'974 | -525'968 | -540'243 | -554'802 |
| Amortissements comptables | 2'238'198 | 2'365'878 | 2'936'205 | 2'678'734 | 2'867'513 | 2'201'729 | 2'179'099 | 2'600'220 | 2'886'708 | 3'218'745 | 3'580'058 |
| Résultats extraordinaires | 2'007'370 | 3'272'140 | 2'649'033 | 6'663'719 | 2'417'773 | -65'000 | -65'000 | -65'000 | -65'000 | -65'000 | -65'000 |
| MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA) | 4'714'318 | 6'199'123 | 5'076'898 | 9'028'612 | 4'916'748 | 1'275'264 | 1'588'704 | 1'829'140 | 2'628'959 | 2'687'180 | 2'908'751 |
| Dépenses nettes d'investissement (DNI) | 5'113'265 | 1'726'348 | 5'681'480 | 4'962'512 | 3'897'000 | 5'031'970 | 8'600'803 | 17'886'753 | 17'515'000 | 15'825'000 | 1'741'000 |
| BESOIN DE FINANCEMENT (-) / CAPACITE A FINANCER (+) | -398'946 | 4'472'775 | -1'723'462 | -1'683'400 | 1'019'749 | -3'756'706 | -7'012'099 | -16'057'613 | -14'886'041 | -13'137'820 | 1'167'751 |
| SOLDE MAÎTRISABLE | 6'323'403 | 6'816'679 | 6'939'158 | 11'367'925 | 5'186'272 | 3'918'535 | 4'083'606 | 3'902'920 | 4'416'251 | 4'142'435 | 4'002'693 |

| Références et indicateurs | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette nette (DN) | 8'914'450 | 4'843'103 | 5'751'521 | 1'936'225 | -695'289 | 3'066'681 | 10'087'485 | 26'154'238 | 41'049'238 | 54'194'238 | 53'035'238 |
| Dette brute (DB) | 17'581'490 | 11'292'671 | 12'058'325 | 15'637'296 | 15'416'166 | 19'042'177 | 26'062'981 | 42'129'734 | 57'024'734 | 70'169'734 | 69'010'734 |
| Capacité économique d'endettement (CEE) | 141'429'553 | 185'973'692 | 118'740'544 | 98'373'358 | 147'502'450 | 38'257'935 | 47'661'131 | 54'874'210 | 78'868'765 | 80'615'391 | 87'262'522 |
| Manco (-) ou surplus de marge d'autofinancement par rapport au minimum nécessaire | 4'417'170 | 6'037'686 | 4'885'181 | 8'964'071 | 4'916'748 | 1'173'042 | 1'252'455 | 957'332 | 1'260'651 | 880'705 | 1'140'909 |
| Taux d'endettement net | 62% | 33% | 39% | 13% | -4% | 19% | 60% | 153% | 226% | 294% | 282% |
| Degré d'autofinancement | 92% | 359% | 70% | 66% | 126% | 25% | 18% | 10% | 15% | 17% | 167% |
| **CAPACITE ECONOMIQUE D'ENDETTEMENT MOYENNE** | | 2021-2025 | **138'403'919** | | | 2026-2031 | **69'856'404** | | | | |



Le tableau ci-dessus montre que la dette nette n'atteint pas la capacité d'endettement. Toutefois, il faut tenir compte du fait que la capacité d'endettement est le maximum possible sur une longue durée (environ 30 ans) et que l'objectif demeure d'en rester éloigné autant que possible.

Il est à noter que le canton propose également une deuxième méthode afin d'estimer le plafond d'endettement brut, s'appuyant sur les revenus courants historiques. Elle consiste à multiplier les revenus des natures 40 à 46, i.e. hors prélèvements sur fonds et imputations internes, par un facteur de 2.5 (250% des revenus courants). Il s'agit d'un repère d'appréciation, et non d'un plafond légal automatique, qui dans le cas de la Commune d'Avenches donne un résultat de CHF 66.58 mio (CHF 26.63 mio x 2.5). Ce résultat est très proche de la méthode basée sur la marge d'autofinancement, jugée toutefois plus pertinente car fondée sur la disposition effective de moyens financiers à même de payer la charge de la dette.

Par ailleurs, l'évaluation prospective peut difficilement tenir compte d'éventuels imprévus tels que la péréquation financière ou encore la facture sociale. Toutefois, l'analyse des données historiques sur une période de 10 ans a démontré une planification bien plus prudente que le résultat final, ce qui a été intégré dans les prévisions de revenus et de charges de transfert et ajuste la marge d'autofinancement prévisionnelle. Il demeure absolument entendu et pleinement acquis que les investissements devront être réalisés en prenant en compte l'état des finances au moment du besoin et en regard des résultats des bouclement annuels les plus récents. Chaque préavis concernant un investissement contiendra une information sur la situation relative à l'endettement actuel effectif.

La Municipalité estime qu'il est préférable d'établir un plafond d'endettement adéquat qui permettrait, le cas échéant, de réaliser l'entier des investissements durant la prochaine législature. Il faut dans tous les cas éviter une situation de blocage dans le processus de réalisation des investissements futurs indispensables au bon fonctionnement de la Commune. Et ce d'autant plus que même en cas de situation saine permettant la réalisation de tous les investissements, il serait résolument très contraignant de devoir demander une augmentation du plafond durant la législature. Dans tous les cas, ce sera au Conseil communal de questionner et valider ou non chacun des investissements prévus.

### D. Plafond d'endettement

Tenant compte de l'endettement actuel et sur la base des sommes à emprunter en cas de réalisation de l'entier des investissements planifiés, il est nécessaire d'établir un plafond d'endettement à la hauteur de 70 millions de francs suisses, apte à couvrir intégralement la réalisation complète du plan d'investissements 2026 à 2031.

Ce montant, bien que tout à fait substantiel, démontre avant toute chose la volonté de la Municipalité de permettre à la Commune d'Avenches d'une part de poursuivre l'assainissement des structures, installations et équipements existants, et d'autre part de répondre aux défis de son évolution démographique et de son accession au statut de pôle d'attraction régional, ceci tant du point de vue scolaire et économique que touristique, culturel et sportif.

## 5. Fixation du plafond de risques pour cautionnements et autres formes de garanties

La limite recommandée par l'Autorité cantonale de surveillance ne doit, en principe, pas dépasser le 40% du montant du capital et des réserves. En se basant sur les comptes 2025, cette limite est de CHF 8'909'000.-.

A ce jour, le plafond de risques pour cautionnements est fixé à CHF 7'500'000.-.

Le montant des cautionnements sur lesquels la Commune d'Avenches est actuellement engagés se montent à CHF 1'532'000.-.

De ce fait, la Municipalité propose de conserver le plafond de risques pour cautionnements au même montant que pour la législature 2021 - 2026, soit CHF 7'500'000.-.

Les cautionnements éventuellement accordés seront soumis à l'approbation du législatif communal sous forme de préavis. Ceux-ci contiendront une information sur la situation relative au plafond de cautionnement.

# 6. Conclusions

En conclusion, la Municipalité prie le Conseil communal de bien vouloir voter les résolutions suivantes :

**Le Conseil communal d'Avenches,**

Vu le préavis municipal n° 2631.26.10 de la législature 2026-2031,

Ouï le rapport de la commission désignée pour l'étude de cet objet,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

**décide**

**1) De fixer le plafond d'endettement à CHF 70'000'000.-.**

**2) De fixer le plafond de risques pour cautionnements et autres engagements à CHF 7'500'000.-.**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

**AU NOM DE LA MUNICIPALITE**

| Le Syndic : | Le Secrétaire : |
|---|---|
| Laure RYSER | François RAVAL |

**Annexe :**
- Plan des dépenses et recettes d'investissements

**Municipal délégué :**
- Mme Laure RYSER, Syndique, dicastère des finances